

Kautsky (Karl), Luxemburg (Rosa), Pannekoek (Anton) -
Socialisme. La voie occidentale. Présenté et annoté par Henri
Weber. Traduit par Alain Brossat.
Monsieur Michael Lowy

Citer ce document / Cite this document :

Lowy Michael. Kautsky (Karl), Luxemburg (Rosa), Pannekoek (Anton) - *Socialisme. La voie occidentale*. Présenté et annoté par Henri Weber. Traduit par Alain Brossat.. In: Revue française de science politique, 34^e année, n°6, 1984. pp. 1245-1247;
https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1984_num_34_6_394173_t1_1245_0000_001

Fichier pdf généré le 25/04/2018

Notes bibliographiques

Troisième leçon enfin, dont les auteurs ont courageusement tiré les conséquences ; un bon manuel doit aider l'étudiant à « se retrouver » dans les débats et les courants d'idées contemporains, à en apprécier les contradictions et les faiblesses, à en mesurer les implications, à en percevoir les racines historiques. Ce souci éducatif – « pédagogique » serait faible ici – inspire des développements précieux sur des courants réputés, parfois à tort, marginaux : les écoles marxistes, marxisantes ou post-marxistes (cet « arbre aux cent fleurs des interprétations »), les chapelles écologistes, les mouvements rattachés par les auteurs aux « rébellions du désir », ou les versions du féminisme radical. Démêlant intelligemment l'entrelacs des positions et des conflits secondaires, P. Braud et F. Burdeau proposent de remarquables guides d'interprétation sur les formes de transition vers le socialisme énoncées par les partis de gauche (pp. 608-638) et – surtout – sur le « projet autogestionnaire » analysé avec autant de rigueur que de compréhension (pp. 649-659). Craignons seulement que l'étudiant de gauche ne soit un peu mieux servi que l'étudiant de droite par l'ampleur des références proposées à l'un et à l'autre (mais ce n'est probablement pas aux auteurs du manuel qu'il faut faire le reproche exclusif de ce déséquilibre).

Un ouvrage à la fois rigoureux, pédagogique au plein sens du terme, bien écrit, et ne versant pas pour autant dans le schématisme et l'arbitraire des choix ; une étude faisant place aux auteurs étrangers qui ont le plus contribué à l'évolution des idées politiques en France, sans se disperser dans une trop riche littérature ; un travail suscitant constamment la réflexion et pariant sur l'intelligence des lecteurs ; voilà qui fait tout l'intérêt de ce manuel.

Jacques LAGROYE
Université de Paris I

KAUTSKY (Karl), LUXEMBURG (Rosa), PANNEKOEK (Anton) – *Socialisme. La voie occidentale*. Présenté et annoté par Henri Weber. Traduit par Alain Brossat. – Paris, Presses universitaires de France, 1983. 22 cm, 415 p.

Grâce à l'initiative d'Henri Weber, le public français aura pour la première fois accès au dossier de la célèbre *Massenstreikdebatte*, la polémique sur la grève de masse publiée en 1910-13 dans *Die Neue Zeit*, la revue théorique du Parti social-démocrate allemand. On ne peut qu'être frappé par le fait qu'en cette fin du XX^e siècle le mouvement ouvrier en Europe occidentale se trouve encore confronté aux mêmes problèmes (ou au moins à des questions équivalentes) qu'à cette époque « classique ». Comme l'observe à juste titre Weber dans son introduction, la plupart des thèmes de l'euro-communisme se trouvent préfigurés dans ces écrits de Kautsky : stratégie d'investissement de l'Etat (contre stratégie de double pouvoir), démocratie parlementaire (contre démocratie directe), guerre de position (contre guerre de mouvement), etc.

Revue française de science politique

L'enjeu du débat est remarquablement formulé par Kautsky dans un texte de réponse à Pannekoek : un processus de mobilisation de masse peut s'avérer nécessaire pour résoudre certaines « difficultés », « mais jamais, au grand jamais, ce processus ne peut déboucher sur la *destruction* du pouvoir d'Etat, mais toujours sur un *déplacement* des rapports de force à l'intérieur du pouvoir d'Etat. » (p. 370). Tous les protagonistes de la discussion se réclament de l'orthodoxie marxiste, mais en réalité on assiste au retour en force du vieux fonds idéologique de la social-démocratie allemande : le socialisme d'Etat lassallien.

Par contre, est-ce que « la voie occidentale » (i.e. non russe) du socialisme constituait la signification historique véritable de la confrontation entre Kautsky et R. Luxemburg, comme le laisse entendre le titre donné au recueil ? Cela est moins évident : Lénine et Trotsky, les futurs dirigeants de la Révolution russe, prirent à ce moment (1910-13) fait et cause pour les thèses de... Karl Kautsky. En outre, il ne faut pas oublier que Rosa Luxemburg a été une des premières à critiquer la pratique des bolchéviks russes, du point de vue de la démocratie socialiste, dans la brochure *La révolution russe* (1918).

L'autre question centrale, qui apparaît plutôt en marge du débat, et dont l'importance échappe largement aux protagonistes est celle de l'*appareil* ou la *bureaucratie de parti*. Il est vrai que Rosa Luxemburg critique le « fétichisme d'organisation » qui freine les actions de masse, et observe que « la direction du parti peut jouer en Allemagne ce rôle d'entrave avec une efficacité extrême, notre parti étant une organisation extraordinairement centralisée et disciplinée ». Mais elle croit, avec un optimisme désarmant, qu'en cas de crise révolutionnaire, « la masse se contentera d'écarter ses dirigeants qui vont à contrecourant du mouvement tumultueux » (pp. 222-223). On ne peut que reconnaître ici la plus grande clairvoyance des sociologues « bourgeois » comme Robert Michels, qui mettait dès 1911 le phénomène de la bureaucratie (« l'oligarchie de parti ») au centre de son analyse de la social-démocratie, ou Max Weber, qui soulignait (dans un texte cité par H. Weber dans son introduction) les contradictions entre « les intérêts matériels des politiciens de métier » et « l'idéologie révolutionnaire » du grand parti ouvrier allemand, et prévoyait, à terme, la conquête de la social-démocratie par l'Etat...

L'optimisme révolutionnaire est le talon d'Achille de Rosa Luxemburg et des *Linksradikalen* (plutôt qu'une absence de stratégie comme le suggère l'introduction) : ils refusent le « radicalisme passif » (Pannekoek dixit) de Kautsky – dont la fonction était de concilier les aspirations révolutionnaires de la base militante du parti avec la pratique modérée et parlementaire de l'appareil – mais ils partagent avec lui l'idée de l'avènement inéluctable du socialisme, comme résultat des contradictions internes du système capitaliste. Or, si le capitalisme avance « avec la nécessité d'une loi de la nature » (*Naturnotwendig*) vers son propre écroulement (formule classique du programme d'Erfurt, rédigé par Kautsky en 1891), pourquoi vouloir précipiter sa fin par des initiatives dangereuses et prématurées, comme la grève de masses ? A partir des prémisses déterministes du marxisme de la II^e Internationale, la position politique de Kautsky apparaît comme beaucoup plus cohérente ! Ce n'est qu'au cours de la guerre, quand Rosa Luxemburg découvre la possibilité d'une régression massive de l'humanité civilisée et

Notes bibliographiques

d'une défaite catastrophique du socialisme, qu'elle va formuler le germe d'une nouvelle interprétation du matérialisme historique, à travers la formule « socialisme ou barbarie » (brochure Junius de 1915). Mais cela est déjà une autre histoire...

Michael LOWY

Centre national de la recherche scientifique

MAYEUR (Jean-Marie) – *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*. – Paris, Le Seuil, 1984. 18 cm, 449 p. Bibliogr. Index.

Une somme. Les amateurs la liront comme un roman vrai, tandis que les connaisseurs apprécieront comme il se doit la masse d'informations ici rassemblées et données au lecteur, sans pédanterie aucune, puisque l'art de l'auteur est d'incorporer, dans le fil même de son récit, les titres d'ouvrages auxquels des notes bienvenues viennent par ailleurs rendre hommage. Après avoir été adulée, la Troisième République a été si vivement vilipendée que J.M. Mayeur s'excuse presque d'avoir consacré vingt-cinq ans de sa vie à l'étudier et, circonstance aggravante, d'y avoir trouvé quelque goût. Grâce lui soit rendue : il a su trouver le point d'équilibre entre la louange et la critique, admettre que si la Troisième a mal fini, elle avait bien commencé et que si elle a été tant aimée, c'est sans doute qu'elle avait des qualités qui lui ont assuré de réelles assises populaires.

Ce livre nous rappelle quelques vérités simples que le débat politique d'aujourd'hui devrait reprendre à son compte : jusqu'en 1914, la gauche a gouverné la France quasi sans partage, à condition de savoir que dans le langage du temps la division entre la gauche et la droite se faisait sur un critère idéologique qui était celui de la laïcité. Ce qui manque à la gauche, c'est donc moins la tradition gouvernementale que l'expérience des alternances successives. Quand elles se produiront dans l'entre-deux guerres, on commencera à parler du « dérèglement des institutions », justement parce qu'au clivage traditionnel de la laïcité, qui, assurant tant de succès électoraux, avait enraciné la légitimité, se substituait un clivage économique où les nécessités des alliances électorales allaient à l'encontre des exigences gouvernementales. Cette distorsion alimentera tout le renouvellement de la pensée politique du début des années trente, que les lecteurs contemporains de la Cinquième République liront avec un plaisir particulier. Ecrasés par la montée des fascismes étrangers et la réplique antifasciste française, les « non-conformistes » de l'époque ont été jugés moins pour ce qu'ils ont écrit sur le moment que pour ce que certains d'entre eux sont devenus dans la tourmente des années suivantes. Lecteur attentif des textes originaux, J.M. Mayeur nous réserve quelques surprises : ainsi, en juillet 1933, la scission néo-socialiste s'est moins faite sur la question doctrinale de l'attitude face aux classes moyennes – sur la prolétarianisation desquelles Marcel Déat attirait justement l'attention du parti – que sur le plus vieux débat interne aux partis socialistes qui est celui de la participation ou de la non-participation